

Le capitalisme mondial est certainement entré dans une nouvelle crise structurelle. Ce n'est pas la première fois depuis deux siècles, mais son caractère inédit est qu'elle est véritablement multidimensionnelle, allant de l'économie et la finance au social, à l'écologie et aux rapports de pouvoir dans le monde. La situation a atteint un point tel que les classes dominantes durcissent leur position pour vaincre les résistances en remettant en cause les principes de l'État de droit, favorisant ainsi la montée des forces d'extrême droite. La longue histoire des résistances sociales à l'extension mondiale du capitalisme est jalonnée d'expériences portées par les « Internationales », les luttes anti-colonialistes et, dans les deux premières décennies de ce siècle, l'altermondialisme. Le texte présent vise à relier les principales transformations du capitalisme à celles des résistances internationales. Elles seront regroupées en quatre parties : 1) À chaque grande transformation du capitalisme correspond une crise structurelle ; 2) Les transformations des rapports Nord-Sud ; 3) Les transformations des rapports sociaux ; 4) Les transformations des rapports de pouvoir¹.

1. À chaque grande transformation du capitalisme correspond une crise structurelle

Le capitalisme mondial actuel connaît une nouvelle crise structurelle

Pour la première fois, cette crise comporte tous les éléments structurant la vie des sociétés. En un

sens, elle est une crise de civilisation parce que la survie des sociétés est en jeu, à tout le moins, elle met en danger leur équilibre sur le long terme. Pour situer à la fois la récurrence de ce type de crise et le caractère inédit du moment que nous vivons, rappelons ce que furent les quatre crises majeures du capitalisme industriel et financier depuis le XIX^e siècle, parce qu'elles correspondent à quatre modèles qualitativement différents du capitalisme. Ce ne sont pas seulement des crises, ce sont des tournants historiques.

1873. Après une phase de croissance forte s'étendant de 1847 à 1873, une première grande crise du capitalisme industriel se déroule de 1873 à 1896, marquée par une croissance ralentie, l'expansion du colonialisme par les grandes puissances européennes et le passage à un capitalisme maîtrisé par la banque et le crédit.

1929. La période de 1914 à 1945 connaît la Révolution d'octobre de 1917, deux guerres mondiales, l'avènement du fascisme et du nazisme et, au milieu, le gigantesque krach du jeudi noir de Wall Street le 24 octobre 1929, suivi d'une crise économique majeure s'étendant des États-Unis à toute l'Europe occidentale.

Mais, en contrepoint, c'est aussi la période où s'invente la régulation du capitalisme (New Deal de Roosevelt aux États-Unis) qui se développera dans l'immédiat après-Seconde Guerre mondiale : keynésianisme, État-providence, planification de la reconstruction... Avec cette nouvelle régulation, la croissance forte dans les pays capitalistes développés dura 25 ans, même si elle fut nommée « Trente Glorieuses »

¹ Ce texte, dans sa version adaptée à la revue *Les Possibles*, a bénéficié de la présentation proposée par Jean-Marie Harribey et des corrections d'Isabelle Bourboulon. Les éléments de ce texte ont été rassemblés en décembre 2025 ; celui-ci ne comprend donc pas les bouleversements actuels, comme l'invasion par Trump du Venezuela ou le soulèvement de la population iranienne en janvier 2026. Ces éléments ont été discutés à plusieurs reprises. La première fois à une réunion du Réseau coopératif Gauche Alternative, issu de Ensemble ! avec une quarantaine de personnes, dont plusieurs qui sont intervenues avec des réflexions sur la première version. Bruno Della Sudda, Christophe Lemasson et Mariano Bona qui ont participé à cette réunion ont rédigé des propositions de corrections que j'ai largement reprises. Le texte sera proposé à la discussion de la rencontre IPAM du 10 janvier 2026.

Pour une analyse de la situation actuelle on peut se reporter aussi aux articles de Guillaume Duval, « [Pourquoi ni la Chine, ni les États-Unis ne domineront le monde](#) », *Le Nouvel Obs*, 02/01/2026 ; de Franck Gaudichaud, « [Venezuela, Pourquoi l'impérialisme américain se déchaîne à nouveau](#) », *Blast*, 03/01/2026 ; et de la rédaction de *L'Humanité*, « Washington annonce prendre le contrôle de la commercialisation du pétrole national "pour une période indéterminée" », 7/01/2026.

Il faut noter aussi la brèche ouverte par l'Octobre russe et son extension, avec notamment la révolution chinoise qui culmine en 1949.

1973. À la fin des années 1960 se manifestent les signes d'une crise structurelle : la rentabilité du capital s'érode malgré la hausse de la productivité du travail obtenue sur les chaînes de production tayloriennes, le système monétaire international bâti à Bretton Woods en 1944 s'effondre, le premier « choc pétrolier » éclate en 1973 (quadruplement du prix du pétrole) et le monde passe aux changes flottants dominés par le dollar et à la liberté sans entraves de la circulation des capitaux. La récession mondiale s'installe en 1973-74, un second « choc pétrolier » intervient en 1979. Et, malgré de courtes embellies, s'ouvre une période de croissance faible, de montée du chômage (c'est la fin du plein emploi).

À partir de 1979, se consolide la phase dite du néolibéralisme avec les figures de Thatcher au Royaume-Uni et de Reagan aux États-Unis et la conversion de la social-démocratie européenne au social-libéralisme. Les mots d'ordre deviennent : moins d'État entrepreneur, plus de marché soi-disant autorégulateur, privatisations massives, services publics amoindris, dérégulations, réductions d'impôts sur les hauts revenus, lutte anti-inflation et, sur le plan international, poursuite de la guerre froide. La logique financière s'impose sans conteste : consolidation des monopoles, la « valeur pour l'actionnaire », concentration de la richesse, explosion des inégalités, mais amorce du développement suite aux investissements des multinationales là où la main-d'œuvre est peu chère.

2007-2008. Au cours de l'année 2007, se déclenche une crise de l'immobilier états-unien, dite crise des « subprimes » : les ménages s'étaient fortement endettés pour acquérir leur logement pour profiter de l'envolée des prix, mais lorsque ceux-ci se sont retournés, les remboursements d'emprunts devenaient impossibles car non garantis. Il s'ensuivit un effondrement bancaire qui culmina avec la faillite de Lehman Brothers en 2008, avant de se répandre dans tout le système bancaire mondial fortement intégré.

La récession mondiale s'installe en 2009, et une crise de la dette publique se répand dans la zone euro en 2010-2012 et conduit la troïka

(Commission européenne, BCE et FMI) à mettre à genoux la Grèce...

Dès lors, l'enchaînement fatidique se déroule : la crise financière devient mondiale, le commerce mondial chute et sont organisés des sauvetages publics massifs de la finance privée.

Ainsi sont révélées les limites du capitalisme financiarisé global, finalement extrêmement fragile, nécessitant un interventionnisme des banques centrales qui renoncent pour un instant à leur orthodoxie habituelle en matière de lutte contre l'inflation.

Chaque crise financière marque une rupture ; elle est le point d'orgue et le tournant d'une période de crise de plusieurs années. C'est un changement général de période : social, écologique, démocratique ; politique, idéologique, culturel ; local, national, régional, mondial.

Le néolibéralisme devient un mode capitaliste hégémonique à partir de 1976. L'effondrement de l'Union soviétique en 1989 a confirmé cette hégémonie. Mais, contrairement aux prétentions de Hayek et de Fukuyama, ce n'est pas la fin de l'Histoire, puisque même si les limites du néolibéralisme sont clairement apparues, aucune alternative ne s'impose encore.

La phase qui commence en 2003-2024 avec l'arrivée de l'intelligence artificielle (IA) n'a pas encore connu sa crise financière. Est-ce l'amorce d'un nouveau mode de production, d'un dépassement du capitalisme qui ne serait pas le socialisme (hypothèse d'Immanuel Wallerstein) ?

La mutation du capitalisme se produit sur fond de révolution numérique

Le numérique et l'Intelligence artificielle (IA) ouvrent une nouvelle phase du capitalisme : pour l'instant, le numérique et l'IA confortent l'hégémonie du capitalisme néolibéral, car celui-ci contrôle l'évolution des sciences et des techniques qui détermine l'organisation du travail, par le biais des entreprises.

La grande bourgeoisie contrôle les multinationales par le biais des géants de la *Big tech* qui concentrent investissements, profits et captation des rentes. En même temps, les transformations mondiales des procès de production modifient le rapport individuel et collectif au travail.

Les petites et moyennes entreprises et l'artisanat sont contrôlés via les systèmes de sous-traitance, et servent toujours d'amortisseurs des secousses économiques par rapport auxquelles les grandes entreprises sont mieux abritées.

Les entreprises publiques, les services publics et la fonction publique sont soumis aux mêmes règles de gestion que celles prévalant sur les marchés.

L'économie sociale et solidaire (coopératives, mutuelles, associations) et l'économie locale et municipale sont partagées entre coopération à tendance autogestionnaire et pression capitaliste, c'est-à-dire entre aspirations associatives, confrontation à la concurrence de marché sous le poids des grandes entreprises et des monopoles.

La mutation du capitalisme sur fond aussi de transformations socio-culturelles et politiques

Au moins trois bouleversements caractérisent notre période. Le premier est celui du féminisme et de l'aspiration à l'égalité, à l'émancipation et au refus des violences, mais tout récemment il est entré en lutte avec la montée du masculinisme.

La prise en compte de la crise écologique amène à une révolution potentielle culturelle concernant le mode d'habitation de la planète, mais elle aussi se heurte au poids des lobbys représentant la logique du capitalisme, aux privilèges des classes riches et aisées, à l'inertie des États et aux blocages récurrents des différentes Conférences des parties (COP) du climat ou de la biodiversité.

Enfin, la crise capitaliste réactive les volontés néocolonialistes et impérialistes pour l'accaparement des ressources et le contrôle des territoires.

2. Les transformations des rapports Nord-Sud

Nous vivons la deuxième phase de la décolonisation et la crise des États-nations

Les luttes anticoloniales et les résistances avaient commencé dès le début des colonisations pendant le XIX^e siècle. Le Congrès des peuples d'Orient, en 1920 à Bakou, et le Congrès des peuples opprimés, à Bruxelles en 1927, avec la présence notamment de Mme Sun Yat Sen et Albert Einstein, préparent la Conférence de Bandoeng en 1955.

La première phase de la décolonisation est formalisée à Bandoeng, en Indonésie, en 1955, avec 17 chefs d'États, dont Soekarno, Nehru, Nasser et Chou en Laï. Ce dernier déclara : « Les États veulent leur indépendance, les Nations veulent leur libération, les Peuples veulent la révolution ». C'est l'heure, pour les nations et pour les peuples, de leur libération et de leur révolution.

Les États ont eu leur indépendance, sauf la Palestine et les 23 dernières colonies. La première phase de la décolonisation avec l'indépendance des États est à peu près terminée.

Mais, aujourd'hui, les États-nations traversent une crise, en tant qu'ils étaient jusqu'ici le sujet historique principal. Elle s'est accrue avec les contradictions du néolibéralisme et avec la chute de l'Union soviétique.

Les nationalismes se renforcent, de même que les identités populaires, voire les identitarismes. Les États-nations, mais ni les États, ni les nations, sont contestés à toutes les échelles (celles des grandes régions du monde ou à l'international) avec notamment les mouvements régionalistes.

En différenciant les nationalismes impérialistes tentés par de nouvelles dominations coloniales, et les nationalismes des peuples dominés, émancipateurs et opposés au colonialisme.

Les peuples colonisateurs (États-Unis, Europe, Australie, Nouvelle-Zélande...) sont confrontés à leur histoire, aux peuples autochtones, à la remontée des Suds accentuée depuis 2007-2008.

Comme me l'a dit un jour un ami syrien : « ce qui nous énerve, c'est que les Américains nous prennent pour des sauvages, alors qu'ils n'ont que 300 ans, et nous en avons 5000 ».

Les peuples autochtones, dans le monde, revendiquent leurs identités renforcées par la crise des États-nations

Des peuples décolonisés (Mexique, Brésil, Afrique du Sud...) ouvrent des nouvelles perspectives post-coloniales d'indépendance et à partir des BRICS, tentent de bâtir un système monétaire concurrent et alternatif au dollar. La remise en cause de la zone dollar a déjà commencé au bénéfice de zones monétaires de grandes régions.

Les BRICS pourraient parvenir à s'élargir au Sud Global, en alliance ou non avec la Russie, dans une tentative de reconfiguration d'un ordre mondial.

Les peuples anciennement colonisés, les Suds, revendiquent leur indépendance, leur identité et un Nouveau monde, celui de la deuxième phase de la décolonisation.

S'il en acceptait les conditions, Israël dernière région coloniale, pourrait muter et participer à cette phase de décolonisation.

Ce pourrait être une réorganisation du monde en une trentaine de grandes régions, regroupant plusieurs pays et États autour de pays en pointe

Ce ne serait pas un retour vers les anciens empires qui, pour certains, ont préfiguré les grandes régions. On irait vers :

- 5 ou 6 grandes régions en Asie et Océanie (Chine, Inde, Asie du Sud-Est, Japon et Corée, Australie et Pacifique) ;

- 5 ou 6 en Amérique (États-Unis, Canada, Mexique, Brésil, Argentine et Chili, Caraïbes) ;

- 4 ou 5 en Afrique (Afrique du Nord, Afrique de l'Est, Afrique de l'Ouest et Centrale, Afrique du Sud) ;

- 3 ou 4 en Europe (Europe occidentale et Royaume Uni, Russie, Europe de l'Est) ;

- 4 ou 5 au Moyen-Orient (Turquie, Iran, Arabies, Égypte, et une ou deux régions de l'ancienne Mésopotamie, Syrie, Irak, Liban, Jordanie, Palestine, Israël).

Une recomposition mondiale qui suppose une remise en cause de l'endettement financier du Sud et de la dette écologique du Nord

L'histoire de l'annulation des dettes monétaires est une histoire longue. Au-delà du capitalisme, tout changement de régime est confronté à la question de la dette. Les peuples du Sud aujourd'hui vont-ils se soumettre, se démettre, ou trouver d'autres voies alternatives ?

Le CADTM² a montré que l'annulation des dettes est possible et a même déjà eu lieu dans certaines situations (exemple de l'Équateur). Mais si l'annulation des dettes considérées comme illégitimes et odieuses est nécessaire, elle n'est pas suffisante.

Le 8 juillet 1989, à Paris, se tient le Sommet des sept pays les plus industrialisés. Des manifestations populaires sont organisées et le chanteur Renaud donne un concert sur la Place de la Bastille. Le mot d'ordre de la manifestation était : *dette, colonies,*

apartheid, ça suffat comme ci ! Il reste actuel. La dette est un nœud, un des nœuds qui font tenir le vieux monde. La question de la dette et de sa répudiation accompagne, pas à pas, la décolonisation. Les colonies, c'est le refus de la remise en cause de la décolonisation et la prise de conscience de l'actualité de la continuité entre esclavage et colonisation. L'apartheid s'appuie sur la relation entre les inégalités et les discriminations. Certains pays (comme l'Équateur en 2008) ont démontré à partir de l'audit de leur dette qu'elle était, pour sa plus grande part, illégitime et entachée de corruption.

La crise financière de 2007 a montré comment la dette publique sert d'abord à sauver les banques. La pandémie du Covid et le réchauffement du climat remettent en cause toutes les certitudes du FMI et de la Banque mondiale sur le développement, dont la dette constitue un verrou.

Pour l'instant, la dette est remboursée de force par le biais de politiques d'austérité, d'autoritarisme et de guerres. Laisser les forces du marché libres de fixer les prix, les taux de change, d'orienter les investissements, est suicidaire du point de vue d'un développement équitable et soutenable.

La plus grande partie de la dette actuelle du Sud est une dette odieuse ; il faut l'annuler. Et d'abord, l'annulation complète de la « dette de l'indépendance », imposée, en 1825, par la France à Haïti.

La communauté internationale devrait annuler toutes les dettes restantes, climatiques et humanitaires, en raison des injustices historiques et des catastrophes naturelles (tremblements de terre, ouragans).

Du point de vue des politiques économiques, la nécessité d'un État stratège s'impose, d'autant que la dette écologique pèse sur les générations futures. L'humanité consomme plus de ressources naturelles que la planète ne peut en régénérer et crée plus de pollutions qu'elle ne peut en absorber.

Le « Jour du dépassement » de consommation de la biocapacité actuelle de la planète arrive dès juillet. Il faudrait 1,7 Terre pour absorber la consommation actuelle. Cela tient à la surconsommation de matières premières (énergies fossiles, minerais, sols), à la déforestation, à l'artificialisation des terres, au dépassement de la capacité d'absorption du CO₂ et des pollutions, à l'exportation des coûts environnementaux des pays

² Voir les travaux d'Éric Toussaint.

riches (déchets), à l'extraction minière et à l'accaparement de terres.

Les émissions mondiales de gaz à effet de serre dépassent largement la possibilité de rester en dessous de +1,5°. Il faudrait les réduire de moitié d'ici 2030 pour respecter les objectifs climatiques. Et il faudrait réduire la consommation globale pour respecter les limites planétaires d'ici 2050.

Les 10 % les plus riches émettent la moitié des émissions mondiales de CO₂. Les pays à hauts revenus sont responsables de 40 à 50 % des émissions cumulées historiques. Un alter-développement est indispensable pour une alternative au capitalisme productiviste et écocidaire.

3. Les transformations des rapports sociaux

En toile de fond : une révolution démographique et sociale est en cours

Les paysans formaient, depuis cinq mille ans, la majorité des sédentaires. Depuis une soixantaine d'années, dans de nombreux pays, et bientôt dans le monde, ils ne sont – ou ne seront – plus que 5 % de la population ; c'est une révolution considérable.

Dans un très grand nombre de pays, à terme dans la plupart, 80 % des jeunes générations ont ou auront une formation supérieure, du niveau du baccalauréat, mais sans avoir les emplois et les revenus correspondants.

Les recherches et progrès de la médecine et de l'hygiène, malgré les attaques contre la médecine publique, ont permis d'accroître considérablement la durée de vie.

Les migrations recomposent les populations de tous les pays du monde, par l'arrivée et par le départ. Les migrants sont de plus en plus formés et diplômés avec la scolarisation généralisée. Et les migrations climatiques vont révolutionner la population de la planète et sa répartition.

Les classes sociales structurent toujours les sociétés

Les inégalités sociales demeurent une contradiction essentielle du capitalisme qui a commencé depuis environ cinq siècles et qui s'est généralisé à partir du XIX^e siècle.

La classe ouvrière se recompose avec le numérique, les ITC, et surtout ... les précaires.

Les bourgeoisies financières, dominantes, ont accru leur hégémonie sur les bourgeoisies industrielles.

Les ingénieurs, techniciens et cadres (ITC) ont tendance à s'autonomiser.

Les milliardaires, en dollars, sont passés de 1000 familles en 2000, à 2 095 familles en 2020, et à 3 508 familles en 2024. Les millionnaires, en dollars, sont passés de 8 millions de familles en 2000 à 56 millions en 2020 et 60 millions en 2024.

Alors que la bourgeoisie financière est devenue la classe dominante, les bourgeoisies foncières restent intégrées à la recomposition générale de la classe dominante.

Les luttes de classes changent mais restent déterminantes

Les classes et les luttes de classes évoluent au fil des différentes phases du capitalisme. La revendication, par les couches populaires, d'une redistribution, est toujours aussi présente.

Prenant prétexte de l'allongement de la durée de vie, le patronat a augmenté le temps de travail, contrairement aux réductions du temps de travail acceptées par le fordisme après 1945. Le refus de la réduction des retraites est très largement majoritaire dans la population.

L'accord populaire et de la majorité de la population reste très important en faveur de la redistribution des revenus et de la taxation des très grandes fortunes, notamment l'accord pour la taxe Zucman sur l'impôt des 30 000 à 40 000 plus grandes fortunes en France et des quelques dizaines de milliers d'autres familles dans le monde.

Les mouvements sociaux et les mobilisations citoyennes se diversifient et s'autonomisent. Chaque génération redéfinit les mouvements qui évoluent à partir des contradictions de la société. Ils renouvellent les conceptions du progrès et redéfinissent les nouvelles relations sociales.

Ainsi, les mouvements féministes, écologistes et antiracistes, portant sur les migrations, l'éducation, la santé, le logement et la culture sont en mutation.

Les chercheurs défendent leur autonomie par leur action pour l'indépendance des universités et de la recherche.

Une partie de ces mouvements, pour l'instant minoritaires dans chaque catégorie, rejoint l'extrême droite ; par exemple, chez les hommes une fraction masculiniste a émergé en réaction au féminisme.

Aussi, un projet de réponse à la crise de civilisation, alternatif au capitalisme, doit être élaboré conjointement par les mouvements sociaux, les mobilisations citoyennes, en lien avec les associations, les syndicats et les collectifs politiques construits par les mouvements. La coopération horizontale, sans lien hiérarchique, et sans subordination entre les mouvements, est une condition nécessaire à l'élaboration d'un projet alternatif.

Les nouveaux mouvements, GenZ, GénérationZ

Comme dans les quatre passages précédents, les mouvements arrivent plutôt en début de période, avant la crise économique et financière elle-même. Dans ces cas, le rapport aux formes d'organisations politiques est en forte évolution ; le rapport aux partis politiques est remis en cause ; le rôle des syndicats est en redéfinition avec l'évolution du salariat.

Les rapports entre générations

Je voudrais insister sur l'évolution des rapports entre générations. Avec les progrès de la médecine et de l'hygiène, nous sommes passés de la coexistence de deux générations (les actifs, de 20 à 25 ans à 60 ans et les jeunes avant 20 à 25 ans) à trois générations (les retraités de 60 à 65 ans jusqu'à 90 ans et plus, les salariés et autres actifs jusqu'à 65 ans et plus, les jeunes et scolarisés jusqu'à 25 à 30 ans) ; et nous sommes peut-être en route vers l'émergence d'une quatrième génération, celle des moins de trente ans.

Aujourd'hui, les changements culturels entre générations qui coexistent sont considérables. La première génération, de 60 ans et plus, a vécu culturellement la décolonisation et les « mai 68 ». Elle est en train de s'éteindre avec les seniors et les quelques « cercles de poètes disparus » qui subsistent encore dans certaines associations et fondations.

La deuxième génération, de 40 à 60 ans, est marquée par le féminisme, particulièrement dans les associations. Les partis politiques sont peu écoutés et suivis.

La troisième génération, de 20 à 40 ans, est aussi très féministe, mais avec un retour masculiniste. Les syndicats gardent une influence dans le salariat.

Cette troisième génération est surtout investie dans la jeunesse et la culture ; GenZ en est issue, elle pourrait être l'amorce d'une quatrième génération.

GenZ, GénérationZ

En 2018 et 2019, des luttes sociales ont secoué une trentaine de pays, contre les inégalités sociales, les ultras -riches, la corruption, et les défaillances des services publics.

Elles ont été prolongées en 2022 au Sri Lanka et en 2024 au Kenya. En 2025, une nouvelle vague de contestation a pris des formes inédites en Indonésie, au Népal, à Madagascar, aux Philippines, au Pérou, au Maroc, à Timor, en Serbie.

Comme pour la vague interrompue par le Covid, ce sont des mouvements, autonomes, sans leaders et à l'écart des partis, comme en Serbie, aux Philippines et à Madagascar. Méfiants vis-à-vis de toute représentation, ils cherchent à articuler revendications sociales, écologiques et démocratiques. Les exigences d'État de droit, de liberté, de priorité aux dépenses de santé et d'éducation, de démocratie, parfois de démocratie directe, sont très présentes dans ces mouvements.

Chaque grande crise correspondant à de nouveaux mouvements, on a appelé cette nouvelle vague GenZ ou Génération Z³. Ce qui la caractérise, c'est à la fois le rejet de la corruption et du grand banditisme, des privilèges et des inégalités sociales, de l'autoritarisme, et la méfiance à l'égard des représentations en particulier politiques.

La GenZ ne se définit pas comme un appel ouvertement anticapitaliste, elle ne s'affirme pas contre la propriété privée et la logique des marchés. On a rapproché de la GenZ le million de

³ Parmi les premières analyses et présentations de Gen Z ou Génération Z : Vijay Prashad - Gen Z, "[Seven Theses on the Gen Z Uprisings in the Global South: The Forty-Third Newsletter](#)" (2025), 13/10/2025. J.-F. Bayart, « La Génération Z incarne une contestation ambivalente », *Le Monde*, 09/11/2025. *Démocratie & Socialisme*, Dossier : « Révoltes Gen Z : Anatomie d'une vague de fond », 01/11/2025. Michel Rogaski, « La Génération Z bouscule tout sur son passage », *Recherches internationales*, 09/12/2025. Alain Bertho, « La Gen Z face à la corruption du monde », *Terrestres*, 09/12/2025.

manifestants italiens sur la Palestine et le mouvement « no king » aux États-Unis.

Elle est surtout portée par la jeunesse et les femmes, plus encore que dans la vague précédente des soulèvements populaires et des processus révolutionnaires des années 2000-2010.

Les printemps arabes, le Hirak, les mouvements GenZ, ont montré une continuité et une grande capacité à mobiliser et ont réussi à ébranler, voire à faire tomber des gouvernements comme à Madagascar, mais aucun d'entre eux n'a réussi à imposer un changement de société réel.

La contestation contre les inégalités et la corruption, les mots d'ordre « Pouvoir dégage ! » ou « Rajoelina dégage » ne permettent pas de créer un rapport de force suffisant ; ce qui interroge sur les raisons de cette difficulté et sur comment on pourrait les surmonter. Une hypothèse est que cette difficulté est due à l'absence d'un projet de société alternatif au modèle dominant, à même de créer un imaginaire politique massivement partagé.

La GenZ sera-t-elle le mouvement accompagnant une cinquième crise structurelle qui a peut-être déjà commencé, en réponse à la montée de l'extrême droite et au trumpisme ?

Mais, comme dans le cas des crises précédentes, ce mouvement de la cinquième crise pourrait évoluer et caractériser ensuite une nouvelle phase du mode de production ou, peut-être même, un nouveau mode de production.

4. Les transformations des rapports de pouvoir

L'extrême droite est à l'offensive dans le monde, ce n'est pas la première fois !

Elle l'a été au début de chaque phase de crise du capitalisme ; en 1873, 1929, 1970, 2007. À chaque fois, les montées de l'extrême droite sont très violentes, accompagnées de grand banditisme, de guerres, parfois mondiales (1914, 1939).

Mais elles sont accompagnées ou suivies par des mouvements populaires progressistes. Comme à la fin du XIX^e siècle, la 1^{re} Internationale et la Commune de Paris ; dans l'entre-deux guerres, les Fronts populaires ; dans les années 1970, les Suds ; après la crise financière de 2007, les révolutions arabes et en 2011 les indignés et le mouvement Occupy.

Avec le déploiement de l'Intelligence artificielle, une nouvelle séquence de la mondialisation pourrait avoir débuté entre 2022 et 2024, en parallèle avec la GenZ ou Génération Z.

Dans ce contexte, le projet politique de l'extrême droite prend diverses formes de néofascismes qui défendent tous la propriété privée monopoliste et l'économie capitaliste dans son orientation la plus néolibérale. Ce qui ne manque pas d'accentuer certaines des contradictions de l'extrême droite : par exemple, le lien de l'extrême droite avec le patronat est incompatible avec le maintien de sa percée dans les couches populaires.

Les différentes extrêmes droites portent toutes l'écrasement des droits et des libertés, la mise en place d'un État autoritaire, la défense de l'État-nation contre les particularismes, les inégalités et les discriminations légalisées, le rejet des étranger·e·s et des migrant·e·s, le renforcement des frontières, le racisme et la xénophobie, le rejet de la science et de la culture, le déni des enjeux climatiques, la haine de l'écologie et du féminisme.

La menace néo-fasciste n'est pas fatale mais sa dimension est aujourd'hui mondiale, avec la victoire de Trump, le modèle italien et les alliances de toutes les droites sous hégémonie néo-fasciste observés avec attention par les droites en France et dans d'autres pays.

Le débat idéologique principal porte sur la démocratie et sa redéfinition

Les idéologies d'extrême droite et les autoritarismes sont en plein renforcement et les dictatures et les régimes autoritaires s'affirment de plus en plus. Cependant l'anti-autoritarisme n'a pas disparu, il est toujours vivace.

La référence systématique à la démocratie occidentale comme principale forme de démocratie entraîne une grande méfiance dans les pays des Suds et discrédite l'idée même de démocratie. Alors qu'on peut imputer à la mondialisation du capital d'être un des principaux facteurs de la crise générale des institutions politiques.

Les libertés sont toujours revendiquées dans les luttes des peuples, mais les libertés réduites au régime libertarien sont vécues comme un piège occidental. L'égalité reste une valeur de référence et une revendication constante, mais elle subit aussi l'opprobre du mauvais exemple occidental.

Il s'ensuit que l'enjeu majeur de la période pour les aspirations des peuples, ce sont la redéfinition et la défense de l'égalité et des libertés. De façon à reconstruire une référence à une culture démocratique complète, réelle, locale, nationale, étatique et internationale.

Les guerres et les risques de guerre mondiale

La géopolitique voit s'opposer différentes formes de néolibéralismes et d'autoritarismes : celle des États-Unis dont Trump révèle et accentue la crise ; celles de la Chine qui gère son hégémonie et son autoritarisme en Asie, de la Russie qui effectue par la force son retour de grande puissance, de l'Inde qui revendique une place parmi les dominants ; celles de l'Europe qui tente de préserver le G7 et l'alliance avec les États-Unis et des BRICS qui revendiquent de représenter les Suds.

Chaque période de crise est marquée par des guerres internationales, voire mondiales. Aujourd'hui de nombreuses guerres ont des répercussions mondiales : la Palestine, Israël et le Moyen-Orient, l'Ukraine, le Soudan...

Les crises du mode de production accroissent les menaces de guerres. Le rapport entre la crise des États-nations et les guerres est en évolution et doit être compris et approfondi. La menace nucléaire s'accroît et se banalise, et les risques d'une nouvelle guerre mondiale existent.

Trump reconnaît la profondeur de la crise des États-Unis, avec sa valse incongrue des taxes douanières, en cherchant à s'imposer partout et en intervenant militairement au Moyen-Orient et en Amérique Latine.

La concurrence entre les États-Unis, la Russie, la Chine et l'UE ouvre une période de fortes incertitudes. L'affrontement économique entre États-Unis et Chine à l'échelle planétaire polarise les stratégies internationales des grandes régions du monde ; elle prépare l'accentuation des contradictions avec les Suds.

Israël entend remodeler le Proche-Orient à son profit en éliminant « la question palestinienne » et en profitant des faiblesses de ses voisins immédiats (Liban, Syrie, Iran).

L'UE risque une crise profonde en peinant à former un pôle indépendant entre les États-Unis et la Chine.

La Russie s'allie tantôt avec l'un, tantôt avec l'autre, en fonction de ses intérêts, et n'hésite pas à intervenir militairement.

Les crises du mode de production capitaliste accroissent les menaces de guerres. Le rapport entre la crise des États-nations et les guerres est en évolution et doit être compris et approfondi. La menace nucléaire s'accroît et se banalise. Les risques d'une nouvelle guerre mondiale existent.

Toutefois, ce qui en limite encore les risques :

La dissuasion nucléaire (destruction mutuelle assurée) ; la mondialisation ; l'économie mondiale trop interconnectée et interdépendante pour l'instant ; l'opinion publique mondiale de moins en moins tolérante à l'idée de guerre ; les technologies de surveillance ; la diplomatie en temps réel ; la diplomatie multilatérale.

Ce qui les accroît :

Les conflits sont aussi dangereux que nombreux : États-Unis contre Chine ; Taïwan ; OTAN recomposée contre la Russie ; guerre en Ukraine ; Iran contre Israël et États-Unis ; escalade régionale possible au Moyen-Orient ; Israël et États-Unis contre Palestine ; après Gaza, tensions en Palestine, au Liban, en Syrie et au Yémen ; démantèlement et non-renouvellement des traités de désarmement (INF, New START) ; enfin, érosion du rôle de l'ONU comme arbitre de paix crédible.

Le droit international est en danger

Le droit international s'est développé aux XVII^e et XVIII^e siècles avec l'État moderne.

Il organise le cadre juridique des relations internationales. Les accords entre États sont très anciens, le traité entre Ramsès II et les Hittites date de – 1274 av JC.

Bien après ces premiers accords, les institutions internationales naissent au XIX^e siècle avec la convention sur le droit de la mer en 1856 et la convention de Genève sur le droit humanitaire en 1864.

La Société des Nations est créée en 1920 ; l'Organisation des Nations unies en 1945. Les rapports entre peuples, États et nations déterminent les relations internationales. Les Nations unies réunissent des Nations qui sont des États ; la

Charte des Nations unies commence par « Nous les peuples ».

Les principales organisations internationales sont : l'ONU, le Conseil de sécurité (avec droit de veto d'un membre permanent), l'Assemblée générale de l'ONU, la Cour internationale de Justice, l'Organisation mondiale du commerce, l'Organisation internationale du travail, la Cour pénale internationale, l'Organisation mondiale de la santé, la Banque mondiale, le Fonds monétaire international et l'Organisation de coopération et de développement économiques. La Convention cadre des changements climatiques date de 1992, l'Accord de Paris signé à la COP 21 de 2015.

Le but des relations internationales est, en principe, d'éviter les conflits armés. Les principes sont le règlement pacifique des différends, la non-intervention et l'interdiction du recours à la force et les relations entre acteurs internationaux (États, organisations internationales, entreprises, ONG).

La défense du droit international, un des enjeux majeurs de la période, est remise en cause par l'évolution de la mondialisation et la nouvelle phase du mode de production qui affaiblit le droit international.

Le bilan de l'ONU et des institutions internationales est faible

Alors que ces institutions n'ont jamais été aussi nécessaires, les grandes questions posées à l'humanité (inégalités, climat, lutte contre le banditisme...) appellent des réponses à les reconstruire, non pas à l'échelle des États, mais à l'échelle de la planète. Il faut donc à la fois les défendre et les refonder radicalement.

Une nouvelle architecture des institutions internationales est indispensable, c'est l'un des enjeux qui défient l'alter-mondialisme. Cette nouvelle architecture devrait intégrer des acteurs étatiques, ou des pays et des acteurs non étatiques, des organisations intergouvernementales, des organisations non gouvernementales afin de pouvoir élaborer des traités sur les droits humains, sur la guerre et la paix, la prolifération nucléaire, le climat, l'écologie, la finance, le terrorisme, la corruption, le banditisme, la coopération internationale et le droit international.

Les débats dans les grandes religions et sur la laïcité sont intenses et contradictoires

Les idéologies conservatrices, voire dictatoriales, paraissent victorieuses, mais les évolutions sont plus complexes. Le processus de sécularisation, l'élévation du niveau de formation des peuples progressent dans le monde. Mais ils n'effacent pas l'influence, même relativisée, des religions.

Les Églises chrétiennes restent multiples et divisées et les lignes réactionnaires progressent mais ne l'ont pas emporté. Il en est de même pour l'hindouisme, divisé et en mutation, avec ses tendances contradictoires dont certaines réactionnaires.

Le judaïsme, avec un fort repli identitaire, confronté au sionisme et à la politique d'Israël, reconnue aujourd'hui par de nombreuses institutions internationales comme génocidaire, reste violemment divisé et contradictoire.

L'islam progresse et l'islamisme, la branche la plus réactionnaire, semble plutôt en recul. L'islamophobie recule, malgré les attaques de l'extrême droite, de la droite et d'une partie de la gauche occidentale. Le maire de Londres et le maire de New York sont tous les deux musulmans et élus démocratiquement, ce qui témoigne d'un recul certain, même relatif, de l'islamophobie.

Les laïcs organisés sont divisés, comme les différentes églises. En même temps, la sécularisation s'affirme ; les rapports sociaux du civil au religieux, entre États et Églises se distancient et les Églises abandonnent certaines fonctions civiles.

La laïcité s'affirme avec la séparation entre société civile et société religieuse, ce qui confère aux institutions un caractère non religieux.

L'altermondialisme, une nouvelle forme de l'internationalisme

À chaque phase du capitalisme correspond une nouvelle forme de l'internationalisme et, aujourd'hui, de l'alter-mondialisme. L'alter-mondialisme est à la fois une nouvelle forme, un élargissement, un prolongement et un complément de l'internationalisme.

Les quatre internationales

La 1^{ère} internationale créée en 1864 correspondait au capitalisme industriel et à ses premières crises industrielles et financière, ainsi qu'à la force des premières luttes ouvrières.

La 2^e Internationale commence en 1889, se divise en 1914, et regroupe aujourd'hui encore les partis sociaux-démocrates.

La 3^e internationale, le Komintern, est créée par Lénine en 1919 mais dissoute par Staline en 1943.

La 4^e internationale créée par Trotski en 1938 existe toujours mais est depuis très fragmentée.

Chacune des crises a donné naissance à des résistances et des courants internationalistes

En 1999, l'altermondialisme se formalise avec les forums sociaux mondiaux (FSM) organisés en réaction à la circulation des capitaux et des marchandises, systématisée par l'Accord multilatéral sur l'investissement (AMI), et le libre échange imposé par l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

De 2011 à 2015, se succèdent les mouvements en Afrique, en Égypte et en Tunisie, les Indignés (2011), Occupy Wall Street en 2011 et les deux FSM (2013 et 2015).

En 2022, le monde fait face à la crise post-Covid, à l'inflation, aux tensions géopolitiques et aux guerres (Moyen-Orient, Ukraine, Soudan). Cela a confirmé la fragilité des systèmes économiques mondiaux interconnectés, les injustices sociales et environnementales, la dépendance aux énergies fossiles, les inégalités mondiales, la montée des autoritarismes, l'exploitation des Suds, le renforcement de la militarisation et la montée des guerres.

Mais, à travers les crises économiques majeures du capitalisme, chaque événement a renforcé, d'une manière ou d'une autre, les mouvements de résistance et les idées internationalistes et altermondialistes.

Les mouvements internationalistes ont souvent cherché à lier les luttes locales à une perspective mondiale, insistant sur l'unité des travailleurs et des peuples.

L'internationalisme s'est détaché du mouvement des Internationales pour devenir une référence autonome et un mouvement impliquant le dépassement du nationalisme, du mondialisme capitaliste et de la financiarisation.

L'Internationalisme s'appuyait d'abord sur le mouvement ouvrier du Nord. L'altermondialisme, quant à lui, est né comme une réponse aux effets destructeurs de la mondialisation néolibérale, en cherchant à promouvoir une autre vision de la mondialisation, sociale, solidaire et écologiste. Il a progressé dans les sociétés du Sud et du Nord. Il a élargi son assise au-delà du mouvement ouvrier à la paysannerie pauvre, aux peuples indigènes, aux contestations féministes et écologistes. Il tient compte de la montée des nationalismes et de la crise des États-nations.

L'altermondialisme ébauche ainsi une complémentarité entre internationalisme et exigence d'une autre mondialisation. Ce seront les luttes qui en assureront la pérennité à l'avenir.

8 janvier 2026

Gustave Massiah est ingénieur, membre du Conseil international du Forum social mondial, ancien président du CRID, membre du Conseil scientifique d'Attac, auteur notamment de *Une stratégie altermondialiste* (La Découverte, 2011).